



Le 4 mars 2026

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite par la présente vous alerter sur un rapport récent qui constitue une grave menace de discrimination et de stigmatisation à l'endroit des Canadiennes et des Canadiens d'origine chinoise, et pour vous encourager à vous exprimer publiquement contre ce document.

La Jamestown Foundation, un groupe de réflexion américain, a publié un rapport intitulé [\*Harnessing the People: Mapping Overseas United Front Work in Democratic States\*](#) (« Exploitation des personnes : cartographie des activités du Front uni à l'étranger dans les États démocratiques »). Ce rapport prétend avoir identifié plus de 2 000 organisations dans le monde faisant partie du Département du travail du Front uni du Parti communiste chinois, dont 575 au Canada. Selon le rapport, ces organisations — qui servent la diaspora chinoise — auraient été cooptées par le gouvernement chinois pour « représenter la voix du Parti communiste chinois » et « constituer une capacité latente que le Parti peut mobiliser pour faire avancer son programme ».

Le rapport ne donne que quelques exemples des groupes canadiens qu'il dit avoir identifiés. D'après les éléments présentés, la Jamestown Foundation semble considérer des activités comme la célébration de la culture chinoise, la promotion des échanges commerciaux Canada-Chine ou la représentation générale des communautés sino-canadiennes comme des preuves concluantes de cooptation par le gouvernement chinois. Ce rapport s'inscrit dans un narratif plus large selon lequel tout ce qui n'équivaut pas à une opposition à la Chine est perçu comme une preuve de loyauté envers Pékin, et donc comme contraire aux intérêts canadiens.

L'organisme que j'ai fondé, Canadiens unis contre l'exclusion moderne, a produit une [critique](#) détaillée [EN ANGLAIS SEULEMENT] du rapport de la Jamestown Foundation.

La Jamestown Foundation n'a pas répondu à la demande de Canadiens unis contre l'exclusion moderne, qui souhaitait obtenir la liste complète des 575 organisations canadiennes visées. La non-publication de cette liste a pour effet de jeter le soupçon sur l'ensemble des organisations sino-canadiennes et d'ouvrir la voie à des actes discriminatoires et stigmatisants à leur égard.

Le rapport va jusqu'à qualifier d'organisations du Front uni du Parti communiste chinois les associations politiques sino-canadiennes adhérant aux Partis libéral et conservateur, sans fournir d'explications. Cela est particulièrement préjudiciable et dangereux pour les Sino-Canadiens qui souhaitent participer à la vie démocratique du pays par l'intermédiaire des partis politiques. En effet, l'adhésion à ces associations pourrait être interprétée comme une preuve de « conduite subreptice ou trompeuse » exercée « sur l'ordre d'une entité étrangère ou en collaboration avec elle ». Or, en vertu de la *Loi sur la lutte contre l'ingérence étrangère*, adoptée en 2024, cette infraction est passible d'une peine maximale d'emprisonnement à perpétuité.

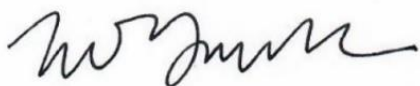
Je sais que nous divergeons sur de nombreuses questions politiques, mais j'espère que cette accusation non étayée contre un si grand nombre d'organisations sino-canadiennes vous préoccupe suffisamment pour que nous mettions nos différends de côté afin de protéger la communauté.

Nous devons être unis contre toute forme d'ingérence étrangère malveillante, particulièrement la répression transnationale, quelle qu'en soit la source. Cependant, les allégations d'ingérence étrangère ne doivent pas reposer sur des suppositions ou des préjugés. Il est également injuste d'accuser des Canadiennes et des Canadiens d'ingérence étrangère en raison de leurs opinions ou de leur fierté envers la culture chinoise.

Le danger que représente ce rapport est grave. S'il est pris au sérieux, il entraînera une discrimination systématique contre les Canadiennes et Canadiens d'origine chinoise jugés coupables d'avoir les « mauvaises » opinions ou les « mauvaises » affiliations. Ce serait une incarnation moderne de la Loi sur l'exclusion des Chinois de 1923.

Parmi les 575 organisations non nommées, certaines se trouvent très probablement dans les circonscriptions que vous représentez. Elles sont désormais des cibles potentielles de persécutions menées par des forces malveillantes étrangères et leurs complices au Canada. J'espère que vous prendrez la parole pour dénoncer cette menace qui pèse sur elles et sur l'ensemble des Canadiennes et Canadiens d'origine chinoise.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.



**L'honorable Yuen Pau Woo,**  
sénateur, Colombie Britannique